

PRÉVU DEPUIS 2006

Le Fichier national des fraudeurs n'est toujours pas opérationnel

Institué par la Loi de finances complémentaire pour 2006, les modalités d'organisation et de gestion du «Fichier national des fraudeurs», une base de données centralisée des informations relatives aux auteurs d'infractions aux réglementations fiscales, commerciales, douanières, bancaires et financières, n'ont été fixées qu'en février 2013...

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Ce fichier national des fraudeurs ne pourrait néanmoins être immédiatement opérationnel. Le décret exécutif fixant les modalités d'organisation et de gestion de cette base de données vient juste d'être publié dans le Journal officiel. De même que «les infractions entraînant l'inscription de leurs auteurs à ce fichier», «les procédures d'inscription et au retrait du fichier ainsi que les modalités techniques de sa gestion» doivent être précisées et définies par arrêtés conjoints des ministres des Finances, du Commerce et de la Justice.

Des arrêtés qui ne sont toujours pas promulgués. Bref, ce sont les services de la Direction générale des impôts qui ont été chargés d'or-

ganiser et de gérer le Fichier national des fraudeurs. Le décret en question (n° 13-84 du 6 février 2013, Ndlr) en précise les prérogatives. Il s'agit, entre autres, de «procéder à l'inscription et au retrait des personnes physiques et morales, auteurs d'infractions graves aux législations et réglementations fiscales, commerciales, douanières, bancaires et financières, ainsi que celles n'ayant pas procédé au dépôt légal des comptes sociaux ; de constituer, de mettre à jour et d'administrer la base de données centralisée du fichier national des fraudeurs ; de conserver les données sur des supports magnétiques et matériels ; de mettre les données mises à jour à la disposition des administrations, organismes et insti-



La gestion du fichier doit être définie par arrêtés du ministère des Finances, entre autres.

tutions habilités.». L'article 4 du décret s'il renvoie à un autre texte réglementaire pour préciser les infractions entraînant l'inscription de leurs auteurs au Fichier national des fraudeurs, énumère, par contre,

le type de ces infractions. Celles liées «à la soustraction à l'assiette et au paiement de l'impôt, aux manœuvres frauduleuses et aux déclarations en matière fiscale, douanière et commerciale, à l'exer-

cice d'activités commerciales, à la protection et à la santé du consommateur, aux opérations bancaires et financières, à la publicité légale et à l'atteinte à l'économie nationale.», en l'occurrence.

Le décret précise également que l'inscription à ce fichier n'est pas définitive, le retrait étant «immédiat après que le fraudeur ait régularisé sa situation vis-à-vis de l'ensemble des motifs ayant justifié son inscription».

Il convient enfin de signaler que ce fichier national des fraudeurs est «sécurisé et confidentiel» et «ne peut être communiqué qu'aux personnes habilitées». Les services de la Direction générale des impôts sont ainsi tenus «de prendre les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des documents et supports de l'information relative au Fichier national des fraudeurs ; d'assurer la sécurité matérielle de la base de données et d'assurer la sécurité et la gestion des accès au Fichier national des fraudeurs.

L. H.

INVESTISSEMENT

Que faire pour assouplir l'application du 51/49 ?

«C'est une absurdité économique !». «C'est une règle qui fait peur aux investisseurs étrangers !». «Elle fait l'affaire des étrangers ayant investi avant 2009, lesquels en profitent pour réévaluer leurs actifs et céder leurs parts». La règle 51/49 préoccupe les économistes et les entrepreneurs et occupe le débat public.

Hier à l'hôtel Hilton d'Alger, le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (CARE) a organisé un petit-déjeuner débat sous le thème «51/49, approche pragmatique». Liès Kerrar, PDG de Humilis Corporate Finance, a fait quatre recommandations pour «fluidifier» l'application de la Loi de finances complémentaire 2009, loi instituant le 51/49. Des recommandations, a-t-il souligné, qui ne remettent pas en cause ses dispositions mais qui devront la rendre plus cohérente.

Il a suggéré que les sociétés créées avant la promulgation de cette loi «doivent pouvoir modifier librement la composition de leur actionnariat». Car, a-t-il estimé, le moindre changement l'oblige à se conformer à la règle du 51/49 et avoir un capital

local à hauteur de 51% des actions, «chose qui gèle l'actionnariat étranger et dissuade les entreprises étrangères à ouvrir leur capital à l'épargne locale. Ce qui contredit l'esprit même de la loi.», a-t-il expliqué. Farid Bourennani, qui dirige un bureau de conseil international, lui, a estimé qu'elle peut engendrer plutôt une saignée de capitaux : «Pour un étranger lassé de l'environnement économique en Algérie, il lui suffit d'annoncer l'ouverture de son capital pour actionner le droit de préemption de l'Etat, céder ses parts éventuellement après surévaluation et transférer plus de devises qu'il en avait investies».

La deuxième suggestion de Liès Kerrar est d'instituer «un délai maximal de 60 jours au delà duquel l'investisseur est réputé autorisé s'il ne

reçoit pas une objection motivée du Conseil national de l'investissement (CNI)». «Dans l'état actuel des choses, on ne peut prévoir des délais à la mise en place de son investissement. Or, sans prévisibilité du délai de la démarche d'autorisation préalable du CNI où siègent des ministres souvent très occupés et qui ne se réunissent donc pas chaque semaine, les investissements, aussi bien locaux qu'étrangers, sont négativement impactés.», a-t-il indiqué. Il a également recommandé de décomposer, en matière de financement, les ressources levées et le risque du crédit. «L'obligation du recours au financement local bute devant son mode d'application. Il faut qu'elle soit conforme aux objectifs visés et aux intérêts nationaux. Dans une conjoncture de surliquidités, il est normal d'imposer aux entreprises de ne pas contracter une dette extérieure mais, il serait souhaitable d'ouvrir une brèche pour pouvoir solliciter la garantie d'une institution multilatérale

moynnant une commission», a-t-il avancé. Et d'ajouter : «C'est une situation de blocage. Devant la réticence des banques locales, il y a une entreprise qui a émis des obligations et n'a pu lever les fonds nécessaires à son investissement. Dans les années 1990, il y a lieu de dire que c'est exactement l'inverse de cette situation. On empruntait de l'étranger et ce sont les banques locales qui assumaient le risque.».

Réévaluation des actifs en franchise d'impôts

Quatrième recommandation : «L'abrogation des articles 27 et 28 de LFC 2009, modifiant les conditions de réévaluation des actifs d'entreprises». «La réévaluation des actifs est un acte de gestion que tout manager soucieux des intérêts de son entreprise fait volontiers. C'est une mesure orpheline qui n'était même pas une revendication du monde des affaires. Les entreprises

sont désormais obligées de s'acquitter d'un droit d'enregistrement de 50%, la plus-value réalisée en réévaluant les actifs d'entreprises.

La rétroactivité de cette mesure gèle l'activité transactionnelle sur les actifs et titres des entreprises et défavorise l'activité économique.», a-t-il noté. Et, «s'ils ne le font pas pour ne pas augmenter le capital social de l'entreprise afin d'échapper à un régime fiscal plus contraignant ?», s'interroge-t-on. «A ma connaissance, cela n'a aucun lien objectif avec la lutte contre l'évasion fiscale.», a répliqué M. Kerrar. Et à Farid Bourennani de mettre la mesure dans son contexte : «C'était pour améliorer les capacités d'endettement des entreprises privées et augmenter la valeur des entreprises publiques privatisables. Si l'on n'avait pas appliqué ce droit d'enregistrement, on aurait offert un cadeau fiscal à l'acheteur d'une entreprise voulant céder ses parts après réévaluation.».

L. H.

AVANT-PROJET DE LOI SUR LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Cap sur le développement technologique

L'avant-projet de la troisième loi sur la recherche scientifique et le développement technologique 2014-2018 a été présenté hier aux différents départements ministériels. Cette loi, qui sera effective à partir de l'année prochaine, mettra le cap sur le développement technologique. Selon le directeur de la Direction générale de la recherche scientifique et de développement technologique (RSDT), «ce n'est qu'en 2020 que l'Algérie sera un pays émergent dans le domaine de la recherche scientifique».

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - «Le développement technologique dans les secteurs socioéconomiques est notre faiblesse aujourd'hui», reconnaît M. Aourag, directeur de la RSDT. La création de mécanismes d'incitation à l'innovation au sein de l'entreprise se fera désormais par le biais d'une loi.

L'avant-projet de la troisième loi sur la recherche scientifique qui est axé sur le développement technologique dans les secteurs socioéconomiques sera finalisé fin juillet prochain pour être présenté aux deux Chambres du Parlement, a indiqué, hier, le directeur de la

recherche scientifique qui présentait cet avant-projet de loi aux représentants des différents départements ministériels. A ces derniers, M. Aourag accorde un délai d'un mois pour apporter les amendements nécessaires. Le directeur de la recherche scientifique a expliqué qu'il sera créé, à travers cette loi qui sera effective à partir de l'année prochaine, une plateforme commune entre les chercheurs universitaires et les experts du secteur socioéconomique.

«C'est nous qui allons investir dans les équipements de recherches et non pas les entreprises, ces dernières doivent présenter leurs problématiques à nos chercheurs qui en feront des projets de recherches», a indiqué M. Aourag qui a souligné que ces unités de recherches vont être créées à l'intérieur des entreprises. Ainsi, chercheurs et experts auront la possibilité de créer une équipe de recherches qui bénéficiera d'un budget de fonctionnement et d'équipement autour d'une problématique proposée par le secteur socioéconomique. «Nous sommes en train de réfléchir, à travers un décret en cours d'étude, à donner plus d'autonomie financière aux labora-

toires de recherches pour qu'ils soient ordonnateurs de leur propre budget», a souligné M. Aourag qui a également indiqué qu'un expert qui exerce à temps partiel une activité dans une structure de recherche aura le droit à un statut de chercheur. Par ailleurs, évoquant la place de la recherche en Algérie par rapport aux indicateurs internationaux, le directeur de la recherche scientifique a indiqué que ce n'est

qu'à l'horizon 2020 que l'Algérie sera un pays émergent dans le domaine de la recherche scientifique. D'ici là, l'Algérie, dit-il, comptabilisera environ 80 000 chercheurs titulaires d'un doctorat. Actuellement, l'Algérie ne dispose que de 27 000 chercheurs entre enseignants chercheurs et hospitalo-universitaires sur un total de 45 000 enseignants universitaires.

S. A.

La recherche en chiffres :

Sur un total de 45 000 enseignants universitaires, l'Algérie ne dispose que de 2 083 chercheurs permanents activant dans 25 centres et unités de recherche et de 24 000 enseignants exerçant des activités de recherche. Soit un total de 27 000 chercheurs dont 13 000 ont le grade de maître-assistant. 66% du potentiel algérien est impliqué dans la recherche scientifique et 87% du potentiel des chercheurs permanents ne sont pas titulaires du doctorat, soit seuls 270 chercheurs permanents qui sont titulaires d'un doctorat.

Le nombre de chercheurs confirmés en Algérie ne dépasse pas les 8 600. Seulement 2 100 ont le grade de professeur ou de directeur de recherche. Ceci représente 680 chercheurs permanents par million d'habitants alors que la norme universelle est de 1 200 chercheurs par million d'habitants. La Tunisie avoisine les 2 200 chercheurs permanents par million d'habitants. A l'horizon 2016, l'Algérie comptera 1 000 chercheurs par million d'habitants, soit 35 000 chercheurs permanents.

S. A.